

Ce que Dieu pense du divorce

LE MARIAGE A L'ÉPOQUE DE JÉSUS

A l'époque où vivait Jésus, le divorce, surtout quant à ses causes, était l'objet d'une célèbre controverse entre deux docteurs de la loi : Shammaï et Hillel. L'école stricte de Shammaï n'admettait le renvoi de la femme par son mari qu'en cas d'adultère. Par contre, les hillélites, plus libéraux dans leur interprétation des prescriptions bibliques, permettaient la répudiation pour les motifs même les plus futiles : un plat mal préparé, un rôti brûlé, une maladresse. Le rabbin Aquiba (mort aux environs de 135) alla même jusqu'à autoriser le divorce au mari qui a trouvé une femme plus jolie que la sienne.¹ Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi l'interprétation laxiste des hillélites prévalait en Israël. Josèphe, l'historien juif du premier siècle, se déclare partisan du divorce « pour n'importe quelles causes » ; et « des causes — ajoute-t-il — les hommes en trouvaient à volonté. »²

Tout cela allait de pair avec les mœurs des Romains qui, à l'époque, dominaient la Palestine. Le droit romain autorisait le divorce d'une manière très large et sans même exiger le consentement réciproque des parties ; la répudiation unilatérale était possible de la part de la femme aussi bien que du mari. En fait, le lien conjugal était plus facilement révoquant qu'un simple contrat commercial. L'inscription tumulaire de la femme de Quintus Vespilla, consul en 19 av. J.-C., nous donne un aperçu de la situation : « Les mariages ne durent que rarement jusqu'à la mort sans divorce. Mais le nôtre continua pendant 41 ans ». ³ A l'époque d'Auguste, le taux des divorces constituait un scandale public et même les lois sévères adoptées par l'empereur pour enrayer le mal n'eurent, semble-t-il, aucun effet. C'est à la lumière de ces faits que doivent être comprises les prescriptions du Nouveau Testament relatives au divorce.

MATTHIEU 5 : 31, 32

Le premier passage de l'Évangile ayant trait à la question est Matthieu 5 : 31-32 :

Il a été dit : Que celui qui répudie sa femme lui donne une lettre de divorce. Mais moi, je vous dis que celui qui répudie sa femme, sauf pour cause d'infidélité, l'expose à devenir adultère, et que celui qui épouse une femme répudiée commet un adultère.

Dans ce texte, Jésus introduit par son autorité législative unique, deux innovations vis-à-vis des dispositions de la loi de Moïse. D'une part, la peine de mort en cas d'adultère, prévue par l'Ancien Testament, est abrogée. le divorce, recours légitime du mari innocent, remplace cette peine. D'autre part, le motif de divorce énoncé en Deutéronome 24 : 1-4, jadis jugé valable, ne l'est plus dans le Nouveau Testament. La tolérance mosaïque envers le divorce, dans le cas où le mari avait trouvé dans sa femme « quelque chose de honteux », est supprimée. Dans l'économie inaugurée par Jésus, les exigences légales concernant le divorce seront plus sévères.

Ce qui est essentiel dans cette nouvelle jurisprudence, c'est que l'infidélité représente le seul motif légitime de répudiation ; c'est que le divorce, pour une toute autre raison, est un péché manifeste. Le mot « infidélité » (gr. **porneia**) est le terme plus général pour « impureté sexuelle » et désigne tous les rapports sexuels illégitimes : fornication, adultère, inceste, homosexualité, prostitution, bestialité.⁴ Cette infidélité présente le seul cas où l'homme puisse répudier sa femme sans partager la responsabilité d'un triple péché : 1) celui d'un divorce illégitime ; 2) celui d'exposer sa femme à devenir adultère ; 3) celui d'être responsable d'un adultère commis par l'homme qui épouserait sa femme. La seule explication qu'on puisse donner au fait que ce deuxième mariage devient un adultère, c'est que, aux yeux de Dieu, le premier mariage est resté valable. Quoiqu'autorisent les lois humaines, un divorce illégitime ne dissout pas le mariage et ne libère donc pas les époux de leurs obligations conjugales.

MATTHIEU 19 : 3-9

En Matthieu 19 : 3-9, la question du divorce fut portée devant Jésus par des pharisiens qui voulaient ainsi lui tendre un piège pour le forcer à se prononcer sur la controverse entre hilléites et shammaïtes. « Est-il permis à un homme de répudier sa femme pour un motif quelconque ? » lui demandent-ils. Jésus évite le piège : d'abord, en mettant les pharisiens en face des principes premiers de la volonté divine, et ensuite en leur faisant prendre conscience de la réalité du péché, sans laquelle il ne serait jamais question de divorce.

N'avez-vous pas lu que le créateur, au commencement, fit l'homme et la femme et qu'il dit : C'est pourquoi l'homme quittera son père et sa mère et s'attachera à sa femme, et les deux deviendront une seule chair ? Ainsi, ils ne sont plus deux, mais ils sont une seule chair. Que l'homme donc ne sépare pas ce que Dieu a uni.

Jésus dit « Ne vous occupez pas tant du divorce. Concentrez plutôt toute votre attention sur l'idéal divin d'une union permanente » L'erreur des pharisiens et de presque tous leurs contemporains juifs et païens, c'est qu'ils ne cherchaient qu'à se débarrasser de leurs femmes au lieu de s'appliquer à vivre avec elles. Dieu avait créé pour l'homme « une aide semblable à lui » afin, qu'ensemble, ils jouissent des bénédictions d'une relation permanente et harmonieuse. Par contre, les pharisiens, en retournant le divorce sur toutes ses coutures, anéantissaient le dessein divin à l'égard du couple, détruisaient l'institution du mariage et montraient, une fois de plus, que leur cœur était éloigné de Dieu.

Cherchant à se justifier devant l'accusation de Jésus, les pharisiens lui présentèrent aussitôt une réfutation :

Pourquoi donc, lui dirent-ils, Moïse a-t-il prescrit de donner à la femme une lettre de divorce et de la répudier ? Il leur répondit : C'est à cause de la dureté de VOTRE cœur que Moïse vous a permis de répudier vos femmes ; au commencement il n'en était pas ainsi. (versets 7-8).

La réponse cinglante de Jésus ne visait pas tant le caractère récalcitrant des Juifs du temps de Moïse que l'hypocrisie des pharisiens. Jésus leur reproche, ainsi qu'à tous les hommes, une indocilité à l'égard de la volonté divine, un entêtement à ne pas suivre les commandements. La lettre de divorce résultait de cette situation faussée et n'avait pas pour but d'abroger l'institution divine ; elle n'était qu'une concession provenant de la grâce de Dieu face à une situation rendue anormale par la perversion de l'homme. Dans la nouvelle alliance, le divorce resterait une violation flagrante de ce que Dieu avait défini, au commencement, quant à la nature du mariage.

Au verset 9, Jésus énonce les principes qui doivent régir le recours au divorce : « Mais je vous dis que celui qui répudie sa femme, sauf pour infidélité, et qui en épouse une autre, commet un adultère... ». Notons trois points dans ce passage : 1) Est adultère le mari qui répudie sa femme et en épouse une autre, pour quelque raison que ce soit, sauf pour infidélité.⁵ L'infidélité : voilà l'unique exception ! Voilà l'idée centrale du verset ! 2) Rien dans les paroles de Jésus n'implique un changement dans la nature même de la répudiation et dans ses effets. Tout comme dans l'économie mosaïque, l'économie de la grâce permet que le divorce autorisé par Dieu dissolve le lien nuptial et rende le mari libre de se remarier.⁶ 3) De même, ainsi qu'en Matthieu 5 : 32, il n'est pas dit que le mari est dans l'obligation de répudier sa femme si elle commet un adultère. En effet, le délit sexuel n'entraîne pas automatiquement la dissolution du mariage : au contraire, chacun des

deux conjoints doit faire son possible pour se repentir ; ils doivent ensuite se pardonner mutuellement afin de garder leur union intacte. Il existe, pourtant, la possibilité qu'une des parties s'adonne à l'impudicité et à la débauche sans qu'aucun espoir ne subsiste de l'amener à la repentance. Dans ce cas, il semble que la dissolution du mariage soit le moyen adéquat de dénouer le lien qui unit si étroitement le partenaire innocent à celui ou celle qui agirait ainsi.

I CORINTHIENS 7 : 10-15

Le dernier passage que nous examinerons nous vient de l'apôtre Paul et se trouve en I Corinthiens 7 : 10-15. Tout d'abord Paul dit aux couples chrétiens :

A ceux qui sont mariés, j'ordonne, non pas moi, mais le Seigneur, que la femme ne se sépare point de son mari (si elle est séparée, qu'elle demeure sans se marier ou qu'elle se réconcilie avec son mari), et que le mari ne répudie point sa femme. (versets 10-11).

Ici, il s'agit, évidemment, soit d'une simple séparation physique, soit d'un divorce civil accordé, il est vrai, par la loi romaine, mais pas reconnu comme valable aux yeux de Dieu (puisque cette séparation n'entraîne point le droit au remariage). Il faut noter que l'accent est mis sur le caractère défendu de la séparation.⁷ La proposition entre parenthèses ne change rien au caractère absolu de l'injonction ; elle ne donne ni le droit, ni l'autorisation de se séparer. Quelle est donc sa valeur ? Paul sait que la séparation constitue un péché, mais il arrive que même les conjoints chrétiens se détournent de ce qui est droit et commettent ce péché. La parenthèse s'applique à cette éventualité déplorable.⁸ En réalité, Paul déclare : « S'il y a séparation de fait, que le lien rompu soit restauré. S'il ne l'est pas, il ne saurait à aucun prix y avoir remariage. » En d'autres termes, la parenthèse énonce la règle qui doit être appliquée lorsque le mal a été fait, **mais ne légitime nullement la séparation elle-même.**

Les cas dont Paul traite ensuite (versets 12-15) ne concernent pas les mariages où, comme dans les versets précédents, les deux conjoints sont chrétiens ; mais plutôt les mariages où l'un des conjoints est chrétien et l'autre incroyant. Ayant prescrit formellement au partenaire croyant de ne jamais prendre l'initiative d'une séparation, l'apôtre considère le cas où le non-croyant ne désire plus, à cause d'un désaccord fondamentalement **religieux**, rester au foyer conjugal. « Si le non-croyant se sépare, qu'il se sépare ; le frère ou la sœur ne sont pas liés dans ces cas-là. Dieu nous a appelés à « vivre en paix » (verset 15). Si, malgré toute la bonté, malgré les efforts honorables du croyant, une séparation se produit du

fait de la répugnance du non-croyant pour la foi chrétienne, qu'elle devienne un fait accompli. Le croyant n'a nullement le devoir de courir après son conjoint ; il est libéré de toutes ses obligations conjugales. Voilà en quoi cette déclaration est nette.

La question de savoir si le verbe « ne sont pas liés » implique aussi le droit, pour le croyant, de se remarier est un autre problème qui exigerait une discussion détaillée. Il suffira de dire, pour le moment, qu'aux yeux du non-croyant et de la société romaine, l'abandon suffisait pour dissoudre le mariage et comportait, en soi, le droit de se remarier. Ni les lois civiles du monde gréco-romain, ni l'éthique chrétienne (qui agirait, pourtant, dans les cas considérés aux versets 10-11) ne retiendraient le non-croyant d'avoir des rapports sexuels. Dans ces circonstances particulières, il est concevable que le Seigneur qui connaît les cœurs, ait jugé bon d'accorder la liberté au croyant sans exiger d'autre preuve de l'infidélité du non-croyant, hormis celle d'avoir abandonné son conjoint.⁹

Nous avons vu que dans les deux testaments, Dieu a toujours voulu que son peuple, vivant dans un monde où le divorce était entré dans les mœurs, s'efforçât de sauvegarder la sainteté et l'indissolubilité du mariage. Si Dieu permet la rupture du lien conjugal sous certaines conditions précises, ce n'est que par miséricorde envers le conjoint innocent qui n'a aucun autre recours devant le délit sexuel de son partenaire. De même que pour toute autre disposition de la grâce divine, le droit au divorce ne doit pas être abusé. Dieu connaît le cœur : on ne pourra jamais le tromper. Que celui ou celle qui aime le Seigneur conforme donc sa vie conjugale à la volonté de Dieu ; qu'il cherche à réaliser cette union permanente ; qu'il ne sépare pas ce que Dieu a uni.

Max Dauner (Lyon, France)

¹ Gittin, IX, 10.

² Josèphe Flavius, *Antiquités des Juifs*, IV, viii, 23.

³ Quintus Vespilla, cité dans James Woodroof, *The Divorce Dilemma* (Nashville, 1973), 9.

⁴ Guy Duty, *Divorce and Remariage* (Minneapolis, 1967), 52-62.

⁵ Marc 10 : 12 envisage la possibilité du divorce intenté par la femme et prévoit cette éventualité. On est en droit de supposer que si la femme ne peut répudier son conjoint sans motif légitime, elle le peut, à l'instar de l'homme, si le motif est légitime.

⁶ John Murray, *Le Divorce* (St-Germain-en-Laye). Dans *La Revue Réformée*, No 15-16, 1953, 29-35.

⁷ Il est extrêmement difficile de déterminer la force exacte des verbes « répudier » (gr. *aph-lèmi*) et « se séparer de » (gr. *chōrizō*) dans ces versets. Les verbes n'impliquent pas nécessairement un « congédiement en bonne et due forme » et peuvent être rendus par des expressions comme « laisser partir » ou « quitter ». Si on accepte ce sens faible, l'injonction de Paul s'en trouve renforcée. L'apôtre ne se contente pas d'interdire le divorce dans ces conditions, il interdit même le départ du conjoint croyant. Murray, *op. cit.*, 47-49.

⁸ *Ibid.*

⁹ Woodroof, *op. cit.*, 35.